

Discours de l'inauguration
de la plaque de l'appel du 18 juin 1940
sur la façade l'Hôtel de Ville

Mesdames, Messieurs les élus,

Madame Marielle Goitschel, notre illustre championne olympique et championne du monde de ski et surtout fidèle parmi les fidèles aux valeurs incarnées par le général de Gaulle

Mme Frédérique Neau-Dufour historienne, spécialiste de la famille de Gaulle

Monsieur Jaques Quentin, président de l'association Varoise de l'Appel du 18 juin et son bureau

Mesdames et messieurs les représentants et porte-drapeaux des associations patriotiques

Mes chers enfants du conseil municipal des jeunes

Miss Ollioules et sa dauphine,

Mesdames, Messieurs chers amis,

C'est avec une grande émotion que nous nous sommes réunis aujourd'hui pour inaugurer cette plaque en hommage au général de Gaulle pour son appel du 18 juin 1940, devant la façade de notre Hôtel de Ville et sur l'avenue qui porte son nom.

Cet appel, prononcé il y a plus de 80 ans, est un moment clé de notre histoire nationale. Il a marqué le début de la résistance française contre l'occupation allemande et il a été un appel à

l'unité et à la mobilisation de tous les Français pour défendre notre liberté et notre dignité.

Le général de Gaulle a incarné les valeurs de la République et de la résistance. Il a su rassembler les Français autour de lui et les guider dans la lutte contre l'oppression.

Aujourd'hui, nous sommes fiers de lui rendre hommage en inaugurant cette plaque qui rappellera à tous les passants l'importance de cet appel et de cet homme pour notre pays.

Je tiens à remercier celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de ce projet et en particulier l'association Varoise de l'Appel du 18 juin et son président Jacques Quentin, Michel Thuilier, adjoint à la sécurité et correspondant défense, Brigitte Crevet, conseillère municipale déléguée aux associations patriotiques, le Comité d'Entente des associations patriotiques d'Ollioules, l'ancien conseiller municipal Jean-Pierre Lenaerts qui a fait don à la ville de médailles à l'effigie du Général de Gaulle, dont une a été apposée sur cette plaque, le cabinet du maire et les services techniques.

A l'occasion de cette inauguration nous perpétons la mémoire du général de Gaulle et de tous ceux qui ont lutté pour notre liberté et notre indépendance.

Sans faire un cours d'histoire, je laisse bien volontiers cette mission à notre conférencière Mme Neau-Dufour cet après-midi à la Cordeille, , je souhaite toutefois vous rappeler quelques faits concernant cet Appel que nous célébrons chaque 18 juin depuis 83 ans.

Tout d'abord, il faut savoir que le 18 juin il passa presque totalement inaperçu. En effet, il a été prononcé au moment où la France venait de subir une débâcle lors de la bataille de France. En moins de trois semaines, les armées allemandes avaient pris le contrôle du pays et déjoué plusieurs décennies de stratégie militaire défensive.

Si ce discours est aujourd'hui considéré comme l'un des plus importants de la Seconde Guerre Mondiale, il ne fut que peu entendu, notamment parce qu'il a été diffusé sur les ondes de la BBC.

Rares sont les Français qui avaient accès à cette radio, elle-même très peu diffusée par-delà la Manche. Même les techniciens de la BBC n'enregistrent pas le texte car ils n'en perçoivent évidemment pas le caractère historique et ils sont trop occupés à préparer une intervention de leur propre Premier ministre, Winston Churchill.

Ce texte va acquérir à posteriori une audience considérable puisqu'il va être diffusé sous la forme de tracts clandestins tout au long du conflit. Il deviendra alors un moyen d'entretenir l'esprit de résistance.

Le général De Gaulle intervient au lendemain d'un discours majeur prononcé par le chef du gouvernement français, le maréchal Pétain. Ce dernier ordonne de "cesser le combat", reconnaissant ainsi la défaite de la France face à une Allemagne qui est présentée comme trop forte militairement. En ce 17 juin 1940, le général de Gaulle part pour Londres car il refuse la défaite et souhaite poursuivre le combat

Dans son appel, le général De Gaulle reconnaît la supériorité militaire de l'Allemagne. Mais il dénonce l'inefficacité de la tactique défensive imaginée par les généraux français dans l'entre-deux-guerres. Il avait déjà tenté d'alerter sa hiérarchie militaire ainsi que le président Albert Lebrun avant le déclenchement de la guerre, pour les mettre en garde contre les mutations en cours des stratégies militaires. Mais les généraux ont préféré mettre au point une réponse défensive, censée garantir la sécurité du pays par les Ardennes et la ligne Maginot.

Le général de Gaulle reconnaît bien l'évidence de la défaite, mais affirme sa volonté de poursuivre la guerre au nom de "l'espérance" et par solidarité avec l'Angleterre. Il explique aux Français que les empires peuvent servir de repli et que les États-Unis peuvent faire office de recours.

Élément très important de ce discours qui le fit passer à la postérité, malgré l'évidence de la défaite, le général De Gaulle utilise l'expression de "résistance". Il annonce ainsi son intention de poursuivre le combat car si "la France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre".

Alors on peut s'interroger sur la portée de cet appel que nous célébrons encore aujourd'hui.

A court terme, ce discours n'a qu'une très faible portée politique. L'audience est en effet quasiment nulle et rares sont les hommes politiques à rejoindre le général De Gaulle à Londres. "Dans les jours qui suivent, il répète à plusieurs reprises son appel, à travers

des textes légèrement modifiés. Il répète notamment son appel le 22 juin, au cours d'un discours qui, lui, a été enregistré et conservé.

Grâce à sa diffusion sous forme de tracts clandestins, le discours va peu à peu acquérir une audience considérable. Il permet la structuration de réseaux clandestins bien décidés à empêcher l'emprise totale des Allemands sur le territoire national et à gêner la collaboration active du régime de Vichy.

Une lutte clandestine qui prend évidemment tout son sens au moment de la Libération puisqu'elle a permis de garantir la souveraineté nationale et d'éviter l'instauration d'un gouvernement d'occupation militaire pourtant imaginé par les États-Unis. Sur le modèle de l'Allemagne ou de l'Autriche, le commandement américain avait en effet imaginé d'instaurer en France une autorité militaire transitoire destinée à permettre le rétablissement de la démocratie. Mais l'aura acquise progressivement par le général De Gaulle lui permet d'éviter ce commandement étranger et de faire reconnaître la légalité du Gouvernement provisoire de la république française (GPRF)."

L'Appel du 18 juin est et demeure l'acte fondateur de la résistance et constitue un véritable message d'espoir pour une Nation vaincue et abattue par le régime d'occupation. Ce geste de refus devient alors le cri de ralliement pour celles et ceux qui ne se résignent pas à accepter la défaite.

L'Appel du général de Gaulle incarne la naissance de la France Libre. Il rend hommage à toutes celles et tous ceux, Français Libres ou résistants de l'intérieur, qui ont refusé de se soumettre au nom d'une « certaine idée de la France » et se

sont ralliés, spontanément ou progressivement, à « l'homme du 18 juin ».

Il est porteur de valeurs de dignité, de rassemblement de femmes et d'hommes issus de tous les horizons, de courage de résistants qui ont eu la force de dire « non » à l'Occupation, mêlant ceux qui croyaient au ciel et de ceux qui n'y croyaient pas. Il portait l'espoir de tout un peuple aspirant à la liberté dans une France accablée et humiliée par la défaite.

Le général de Gaulle y dénoncera les conditions terribles d'un armistice qu'il qualifie de « capitulation » et « d'asservissement ». Pour lui l'honneur commande de ne pas déposer les armes car les alliés continuent la guerre. La guerre n'est pas perdue car des ressources et des forces immenses n'ont pas encore donné. Enfin, « l'intérêt supérieur » de la France lui commande de participer à la lutte mondiale, sous peine, au jour de la victoire, de se trouver reléguée au rang de puissance de seconde zone pour s'être soumise à l'ennemi.

Alors, aujourd'hui, sur une avenue que nous avons officiellement dénommée Avenue du Général de Gaulle dès notre premier mandat le 1^{er} décembre 1983, nous rendons hommage à un Homme, Charles de Gaulle né le 22 novembre 1890 à Lille et mort le 9 novembre 1970 à Colombey-les-Deux-Églises qui, à tout jamais, incarnera une certaine idée de la France.

Chef de la France libre, président du Gouvernement provisoire de la république française (GPRF) de 1944 à 1946, dernier président du Conseil de la 4^{ème} République de 1958 à 1959, il est

l'instigateur de la fondation de la Cinquième République, dont il est le premier président, de 1959 à 1969.

Il est également l'unique Grand maître de l'ordre de la Libération.

Je terminerai mon propos par une citation du Général de Gaulle qui doit éclairer notre chemin :

« Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction.

N'ayons pas peur, restons debout, le pays des Lumières et des droits de l'Homme ne doit pas mourir et ne va pas mourir car **la flamme de la Résistance Française est encore là, et bien là. »**

Je vous remercie de votre attention.

Le maire

Robert Bénéventi